

Formation initiale des enseignant·es : avant, c'était mieux ?

Après P. N'Diaye et G. Attal, c'est au tour d'E. Macron, lors d'un déplacement le 1^{er} septembre, d'annoncer une énième réforme de la formation des enseignant·es. Les contours et les modalités ne sont pour l'heure pas encore connus, mais le président évoque « une formation dès l'après-bac, professionnalisante, plus visible, qui va nous permettre de mieux planifier nos besoins, et en quelque sorte de revenir à un système qu'on connaissait par le passé, qui fonctionnait, qui est un peu celui des Écoles normales ».

Mieux former les enseignant·es en donnant plus de moyens à l'université ? Améliorer les conditions d'études par le financement de la formation et des pré-recrutements ? Financer les études et aider par des allocations les candidat·es aux concours ? Reconsidérer les modalités des stages pour garantir leur dimension formative au lieu d'utiliser les étudiant·es, comme les stagiaires le plus souvent à temps plein devant élèves, comme des moyens d'enseignement ? Programmer un plan pluriannuel de recrutement ? Le SNESUP-FSU y serait évidemment favorable !

Mais ce n'est pas le projet du gouvernement qui préfère revenir aux Écoles normales, et encore à des Écoles normales mythifiées ! Tout cela témoigne d'une méconnaissance totale de la réalité de la formation et des métiers de l'enseignement.

Ces propos ont toutefois le mérite de la clarté : il ne s'agit pas de former de manière ambitieuse des enseignant·es concepteurs et conceptrices de leur métier mais de former, voire de fabriquer, une force de travail, docile et aux ordres... D'autant plus que le président précise que le niveau actuel de recrutement créerait de la « frustration » au motif que « certain·es de nos enseignant·es rentrent après un cursus universitaire qui est totalement disproportionné et parfois décorrélé de ce qu'ils vont faire ».

Pour le SNESUP-FSU, la formation des enseignant·es n'a pas besoin d'un énième bricolage rétrograde bâti en quelques mois pour baisser le niveau de recrutement et bien évidemment le niveau de rémunération. Elle a au contraire besoin de moyens pour proposer une formation des personnels à la hauteur des enjeux éducatifs et sociaux auxquels doit répondre l'École publique, une formation pensée pour faire réussir tous les jeunes, en les qualifiant et en les diplômant. Il faut garantir un haut niveau de formation pour tous et toutes les enseignant·es, formation reposant sur des savoirs scientifiques, au service d'une liberté pédagogique éclairée.

La proposition du président révèle la méconnaissance des facteurs qui ont conduit à la crise de recrutement actuelle. La formation sert de bouc émissaire pour masquer une crise sociale profonde à laquelle le gouvernement refuse de s'attaquer. Une autre politique est possible pour une formation universitaire et professionnelle de haut niveau. Le SNESUP-FSU a des propositions qui doivent être entendues. ■

Paris, le 7 septembre 2023

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)